

PROGRÈS SOCIAL :

la gauche mobilisée pour les Français !

A tous les âges de la vie, le gouvernement agit pour vous

■ Pour la petite enfance

- **275.000 nouvelles places** d'accueil pour les 0-3 ans créées jusqu'en 2017

■ Pour les enfants

- Renforcement des effectifs enseignants dans les écoles avec **60.000 créations de postes** jusqu'en 2017.
- De **nouveaux rythmes scolaires** pour faciliter la transmission des savoirs
- Un plan de lutte contre le **décrochage scolaire**

■ Pour les jeunes et les étudiants

- 92.000 boursiers : doublement du nombre d'étudiants bénéficiaires de **bourses**
- 20.000 jeunes engagés dans un **service civique** dans le champ sportif, éducatif, culturel ou environnemental
- **Réforme des stages** pour lutter contre les abus et mieux encadrer ce moment décisif dans le parcours de formation
- 100.000 **emplois d'avenir** signés pour lutter contre le chômage des jeunes

■ Pour les familles

- 25% d'augmentation de l'**allocation de rentrée scolaire** pour 5 millions d'enfants
- **Encadrement des loyers** dans 38 agglomérations pour lutter contre l'explosion des charges locatives
- Soutien à la **rénovation thermique** des logements (jusqu'à 3000 € par foyer)
- Mise à disposition gratuite de terrains de l'Etat pour construire du **logement social**

■ Pour les retraités et les seniors

- **Réforme des retraites** pour garantir la pérennité de notre système par répartition
- Revalorisation du **minimum vieillesse** et augmentation de l'aide à la couverture santé des retraités
- **Réforme de la dépendance** mobilisant 650 millions d'€ pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées dépendantes et améliorer le soutien de la société au 4ème âge

Le progrès social au cœur de l'ADN de la gauche

■ Pour le monde du travail

- Création d'un compte **personnel de formation** pour les salariés et les chômeurs (1er janvier 2015)
- Création d'un **compte pénibilité pour réduire la durée de cotisation** de 300.000 travailleurs exerçant des métiers pénibles (1er janvier 2015)
- **Généralisation de la complémentaire -santé** dans toutes les entreprises avant le 1er janvier 2016
- Rétablissement de la retraite à **60 ans pour les carrières longues** (237.000 bénéficiaires depuis juillet 2012)
- Renforcement de la prévention et des **sanctions contre le dumping social** et le travail illégal
- **Droits rechargeables à l'assurance chômage** pour que la fin précoce d'un contrat de travail n'annule plus les droits à l'indemnisation
- **Lutte contre la précarité** avec une surcotisation des employeurs sur les CDD

■ Pour les personnes handicapées

- Amélioration du suivi et de l'**intégration des 227.000 enfants handicapés scolarisés** (titularisation de 28.000 assistants de vie scolaire)
- **Revalorisation de l'AAH** perçue par 950.000 personnes handicapées

■ Contre la pauvreté

- **Revalorisation du RSA** de 10% sur 5 ans
- **Extension des tarifs sociaux de l'énergie**. Doublement du nombre de bénéficiaires (4 millions de Français)
- **Sauvetage de l'aide alimentaire européenne** qui était menacée par les conservateurs (Restos du Cœur, Secours Populaire Français, Secours Catholique)

Avec une majorité citoyenne, partenaire de votre quotidien

■ Pour la santé

- **Généralisation du tiers-payant** d'ici à 2017
- Accord sur la **limitation des dépassements d'honoraires**
- Revalorisation des plafonds d'accès à une **complémentaire santé** permettant à 750.000 Français supplémentaires d'être couverts (CMU, ACS)
- Doublement du nombre de **maisons de santé** dans les territoires mal couverts pour éviter les « déserts médicaux »
- Division par deux du nombre de Français n'ayant pas accès à un **pôle d'urgence** à moins de trente minutes de leur domicile (1 million de personnes)
- **Plan cancer 2014-2019** pour mieux protéger les malades et améliorer la prévention

■ Pour l'égalité entre les femmes et les hommes

- **Réduction des inégalités professionnelles**
- **Lutte contre les violences** faites aux femmes
- **Renforcement des obligations de parité** : plus d'organismes concernés, des sanctions accrues

■ Pour tous les territoires

- **Ruralité** : incitation financière pour favoriser l'installation de médecins, soutien à l'élevage, renforcement des crédits européens pour le développement rural
- **Quartiers populaires** : réforme de la politique de la ville, emplois francs pour favoriser l'embauche des jeunes issus des quartiers
- **Outre-mer** : loi pour lutter contre la vie chère, décret carburant

■ Pour les consommateurs

- **Suppression des clauses abusives** des contrats d'assurance (habitation, voiture) et télécom
- **Bouclier tarifaire** pour les usagers des banques
- Création d'une **action de groupe** pour les consommateurs abusés
- **Régulation du commerce électronique**
- Ouverture du marché des lunettes à la concurrence (**baisse de 30% des prix en 2014**)



OÙ EN SOMMES-NOUS du redressement de la France ?

1 objectif :

gagner la bataille de l'emploi

■ Des moyens exceptionnels mobilisés

- Création des **emplois d'avenir** pour lutter contre le chômage des jeunes
- Lancement des **contrats de génération** liant un sénior à un jeune embauché en CDI
- Soutien volontariste à l'emploi avec la mobilisation de **20 milliards d'€ de CICE** pour le développement des entreprises
- Baisse de la taxe sur les salaires versée par les **associations** qui emploient du personnel

■ Des réformes ambitieuses issues du dialogue social

- Loi de **sécurisation de l'emploi** pour permettre aux entreprises de s'adapter à la conjoncture
- Loi sur la **formation professionnelle** en cours d'adoption
- Négociation du **pacte de responsabilité** pour renforcer la compétitivité des entreprises

■ De premiers résultats concrets

- 8 mois consécutifs de **baisse du chômage des jeunes**
- **Stagnation du chômage** sur les derniers mois
- **Redémarrage de la croissance** et de l'investissement au 4ème trimestre 2013

1 moyen :

faire le pari de la France productive

■ Enrayer le déclin économique

- Loi « Florange » de **lutte contre les licenciements boursiers**
- **Recalibrage des plans sociaux** et recherche de repreneurs : 150.000 emplois préservés
- **Plan de résistance économique** pour soutenir les PME en difficulté provisoire (300 millions d'€)
- Accompagnement des entreprises voulant **relocaliser leurs activités en France**

■ Soutenir les producteurs

- Mise en place de **filières stratégiques** fédérant grandes entreprises et PME
- Une **banque publique d'investissement** dotée de 42 milliards d'€ pour produire mieux et plus
- Mener la bataille du **Made in France**
- Une **loi artisanat** pour soutenir l'activité des entreprises implantées sur nos territoires
- Lancement d'un **PEA PME** et crédit d'impôt recherche pour l'innovation des PME
- Développement du **financement participatif**, le crowdfunding

■ Faire le pari de l'avenir

- 34 plans de **reconquête industrielle** pour réussir sur les marchés d'avenir
- **Investissements d'avenir** : 12 milliards d'€ pour l'environnement, l'innovation et les infrastructures
- **Choc de simplification** pour réduire les démarches administratives et faciliter la vie des entreprises et des ménages
- Développement d'une **filière numérique française** (initiative French Tech)

1 devoir :

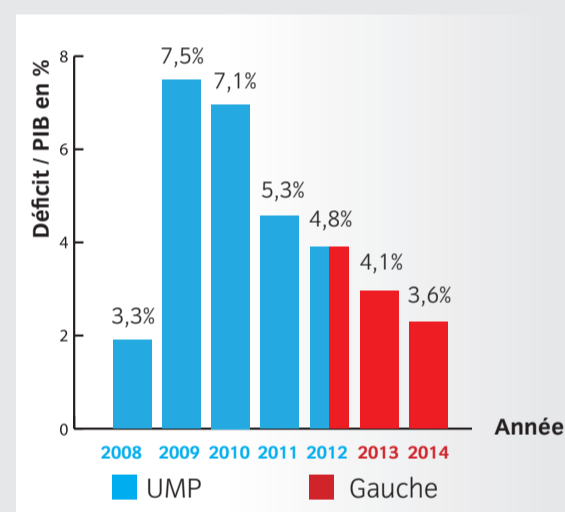
assainir les finances publiques

■ Un effort mieux réparti

- **Contribution exceptionnelle à 75%** pour les revenus supérieurs à 1 million d'€
- **Nouvelle tranche à 45%** pour les revenus supérieurs à 150.000 €
- Alignement de la **fiscalité du capital** sur celle du travail
- **Lutte contre la fraude** et l'évasion fiscales, les paradis fiscaux
- Fin du gel du barème de l'impôt sur le revenu et relèvement du revenu fiscal de référence de 4% en 2014 pour **réduire la pression fiscale sur les classes populaires et les classes moyennes**

■ Faire des économies

- **Stabilisation** des dépenses publiques en 2013
- 15 milliards de **réduction** de la dépense en 2014
- **Modernisation** de l'Etat et réforme territoriale



“ Avec la gauche, le déficit public diminue chaque année. ”

■ Des repères pour comprendre

- Accroissement de la dette : UMP 2002-2012 : 921 milliards d'€ dont **Sarkozy 2007-2012 : 622 milliards d'€**
- Intérêts payés sur la dette publique chaque année : 47 milliards d'€
- Exemple de recette : Impôt sur le revenu 2013 : 72 milliards d'euros
- **Si toutes les recettes d'impôt sur le revenu étaient consacrées au remboursement de la dette, il faudrait plus de 8 ans et demi pour rembourser la seule dette Sarkozy.**
- Qui, dans ce contexte, peut douter de la nécessité de réduire avec constance et détermination le déficit public ?

Et pour 2014 ?

- Avec 0,3% de croissance en 2013, la France a enclenché un rebond qu'il faut confirmer en 2014. Notre pays est enfin revenu dans le wagon de tête européen. **Les efforts consentis par les Français et la politique engagée par la gauche commencent à donner des résultats.**
- Le déficit public a diminué, le déficit de la balance commerciale également. **Il faut maintenant faire baisser le chômage durablement.**
- Pour y parvenir, avec le pacte de responsabilité qui place l'emploi au cœur du dialogue social et la réforme fiscale, **la gauche dispose d'une méthode efficace pour réussir la sortie de crise.**